



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des
populations
Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE

A LA SOCIETE LES ABRASIFS DU MIDI

de remettre le bilan de fonctionnement pour son site
d'exploitation situé à SORGUES

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le code de l'environnement, son Titre I du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

VU l'arrêté du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article R.512-45 du code de l'environnement ;

VU les courriers de l'inspection du 24 décembre 2009 et du 22 septembre 2010 demandant à la Société Abrasifs du Midi de fournir son bilan de fonctionnement ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 14 février 2011 ;

VU N°SI2010-07-26-0090-PREF du 26 juillet 2010 donnant délégation de signature à Mme Jacqueline PORTEFAIX, Directrice départementale de la protection des populations ;

CONSIDERANT que la Société Abrasifs du Midi est tenue, en application des dispositions de l'article R.512-45 du code de l'environnement, de remettre un bilan de fonctionnement pour ses installations exploitées à SORGUES ;

CONSIDERANT que, à ce jour, la Société Abrasifs du Midi n'a pas remis ce bilan de fonctionnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société Abrasifs du Midi de déposer ce bilan sous un délai qui peut être fixé à deux mois,

SUR proposition de Madame la Directrice départementale de la protection des populations ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

La Société Abrasifs du Midi est mise en demeure de remettre au préfet avec copie à l'inspection, dans un délai maximal **de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, le bilan de fonctionnement pour ses installations exploitées à SORGUES conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement.

ARTICLE 2 :

Faute pour la Société Abrasifs du Midi, de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L.514.1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

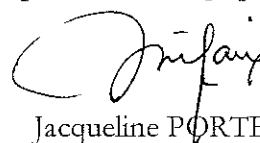
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Sorgues, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le **24 FEV 2011**

Pour le préfet,
La directrice départementale de la
protection des populations,



Jacqueline PORTEFAIX

ANNEXE

Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé.

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Art. R. 514-3-1

- Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

« — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.